



« La marge est partout », entretien avec Samuel Depraz, géographe

4 janvier 2019



Vous parlez de « France des marges », au pluriel. Pourquoi ?

Samuel Depraz : Parce que les processus de marginalisation, de mise à l'écart, sont complètement différents en fonction de l'espace concerné. On entend beaucoup parler d'une France en marge, périphérique, qui serait une France rurale, des petites villes, et qui s'opposerait mécaniquement à une autre France, bien intégrée à la mondialisation, connectée, innovante et qui, pour l'essentiel, est la France des métropoles. Comme s'il y avait qu'une sorte de fracture territoriale.

C'est très efficace, très politique, mais la réalité est beaucoup plus nuancée. Et la raison en est toute simple : la marge la conséquence d'un processus d'inégalités sociales. Les personnes en marge peuvent être partout, en ville comme à la campagne, en outre-mer comme dans les stations balnéaires touristiques ou dans les villes anciennement industrielles. La pauvreté monétaire est concentrée aux deux tiers dans les grands pôles urbains.

Vous placez en exergue de votre premier chapitre cette formule de Jean-Luc Godard : « La marge, c'est ce qui permet aux pages de tenir ensemble ». Mais encore ?

Je voulais montrer que les marges sont de toute façon observables en permanence, à côté des centres. Elles en sont le miroir nécessaire en ce qu'elles nous permettent d'avoir un regard critique sur la norme sociale, sur la manière dont on produit l'espace, dont on l'organise et dont on produit ou entretient parfois, de façon plus ou moins consciente, des inégalités. Donc il ne faut pas forcément les voir comme un dysfonctionnement. Je crois qu'on a trop tendance à voir les marges en négatif. Alors qu'elles peuvent être riches de sens, notamment quand on assiste à des processus de marginalité choisie, et je ne parle pas là seulement d'épiphénomènes comme l'entre-soi des ultrariches, les « ghettos du gotha » définis par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon [1].

Vous pensez à quels autres exemples de marginalité choisie ?

Aux populations alternatives, contestataires, qui investissent des territoires par rejet ou par critique de la norme sociale. On parle beaucoup des ZAD mais il existe des populations qui, de façon plus discrète, sont dans la continuation des néoruraux des années 70 et qui aujourd'hui investissent les Cévennes, les Corbières, la Drôme provençale. Elles ont un fort capital culturel, intellectuel, avec des idées politiques et des choix de vie arrêtés. Et elles sont dans des situations plus ou moins précaires matériellement, mais choisies, pour développer des modèles communautaires plus ou moins autonomes. Ce genre de comportements est intéressant parce que cela montre qu'il n'y a pas de norme absolue. Le sociologue Hugues Bazin en parle comme des « tiers lieux » ou des « contre-espaces ». Ce sont des territoires à l'écart de l'action publique et privée, qui laissent une brèche pour la troisième économie, l'économie circulaire, sociale et solidaire [2]. Avec des systèmes locaux de débrouille, d'entraide, des bases associatives, coopératives, qui négocient bien sûr avec le modèle social dominant, mais qui produisent aussi des solutions innovantes en termes de durabilité sociale ou environnementale. Voilà ce que les marges peuvent nous apporter : au minimum une réflexion critique, et parfois même, ponctuellement, des solutions innovantes pour la société.

Il faut donc faire une différence entre ceux qui sont mis à l'écart, ceux qui se mettent à l'écart, ceux qui se sentent à l'écart...

Sauf que c'est très difficile de savoir si une personne se sent à l'écart ou si elle est vraiment mise à l'écart. La marginalité n'est pas toujours choisie ou subie, c'est un peu un mélange des deux. On choisit, par exemple, d'aller habiter dans le périurbain. C'est un choix de vie parce que c'est un espace rural, vert, agréable, mais c'est aussi une contrainte budgétaire parce qu'on n'a pas forcément les moyens de se payer un logement en centre-ville. Et une fois qu'on y est installé, on s'aperçoit qu'il y a des coûts cachés qui apparaissent, comme le besoin d'une deuxième voiture dans le ménage, par exemple. On est donc toujours entre le subi et le choisi.

Comment faudrait-il procéder ?

C'est un enjeu qui nécessite une approche transversale. On fait face à une très grande variété de situations qui rend difficile, même impossible, leur appréhension sous une politique unique. Reprenons l'exemple des marges en milieu rural : les espaces ruraux des plaines agricoles du Nord et du Nord-est de la France et ceux du Sud-ouest, c'est un peu le jour et la nuit. Certes, dans les deux cas, on a affaire à des espaces à distance des centres, avec, très clairement, des problèmes d'accessibilité aux services publics, et notamment à ceux de la santé. Mais les situations sociales sont radicalement opposées, puisque dans le Sud-ouest, on assiste à une reprise démographique avec l'arrivée de jeunes retraités, de résidents étrangers aisés, qui vont doper économiquement ces territoires et réanimer leur vie culturelle. Ce qui n'est pas le cas dans le Nord ou le Nord-est. Dans les campagnes du pourtour du Massif central, la précarité est essentiellement matérielle, avec des logements vieillis, mal rénovés, de l'isolement social, mais le budget des ménages n'est pas le plus bas de France, tant s'en faut... Donc le problème est là : fondamentalement, on n'a pas une catégorie d'espaces homogène, donc pas une politique publique qui pourrait être dédiée à un territoire donné.

Mais nos gouvernants font-ils seulement attention à ces marges ?

C'est le lot quotidien des élus de la ruralité, des petites villes désindustrialisées, des centres-bourgs, de l'Outre-mer, que de réclamer une meilleure attention de la part des politiques publiques. Je pense que la prise en charge est tout simplement partielle, on ne peut pas dire qu'il n'y en a pas, c'est quand même une constante dans l'aménagement du territoire en France ; simplement, est-elle toujours faite de la meilleure manière ? Au moins jusqu'aux années 1960 et 70, c'était une intégration au forceps : on tentait de faire entrer ces marges dans le modèle territorial de la croissance économique des Trente Glorieuses, avec les grands programmes d'aménagement industriel, de développement touristique... On avait une certaine vision de la marge, pauvre, en retard de développement, qu'il fallait intégrer et rapprocher du modèle. Ça a porté un certain nombre de fruits sur le plan matériel, territorial, mais pas du point de vue social.

La population marginale s'est simplement déplacée dans d'autres zones sur ces mêmes territoires. Aujourd'hui, on pourrait dire que les territoires les plus visibles et les plus denses sont souvent les plus proches de l'action publique. Typiquement, les territoires de banlieue. Ce sont eux qui focalisent l'action publique. Ce qui, contrairement à des critiques qui ont pu être émises, est totalement nécessaire et justifié, car ces territoires souffrent toujours de processus de désaffiliation, de pauvreté, du fait de nombreux facteurs qui sont à la fois résidentiels, de composition sociologique, d'éloignement du centre...

Ensuite, en fonction des agendas politiques, des élections, on va s'intéresser également à d'autres types de marges, comme celles de l'Outre-mer ou, aujourd'hui, aux territoires des populations captives du périurbain, ces habitants contraints au quotidien par leur budget transport, en plus du logement. Mais évidemment, c'est beaucoup plus difficile, on le conçoit, de traiter des territoires diffus et éloignés, des territoires dans lesquels les situations de pauvreté sont plus ou moins masquées, les mises à l'écart subies et pas forcément revendiquées. Là, c'est un travail de longue haleine. Et pour le coup, cela dépasse la seule action publique, c'est aussi un travail d'entraide, avec des associations qui sont en première ligne et qui ont besoin du soutien de l'État pour agir. Et puis, au-delà de ça, l'idée n'est pas de traiter seulement de la question de la marginalité. C'est aussi de traiter de celle du « centre » et de la manière dont il partage ses bénéfices avec le reste du territoire.

Propos recueillis par Vincent Riou

Samuel Depraz, géographe à l'Université de Lyon, est l'auteur de *La France des marges* paru chez Armand Colin. Entretien extrait de *Society* n° 80, paru le 3 mai 2018.

Photo / © François

[1] Selon le titre de l'ouvrage *Les Ghettos du gotha*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Seuil, 2007.

[2] Associations, coopératives, échanges de bien et de services entre particuliers, etc.

<https://www.inequalitywatch.eu/La-marge-est-partout-entretien-avec-Samuel-Depraz-geographe>